

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2001;

Vu l'avis 34.329/3 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, B), de l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées, est remplacé par la disposition suivante :

« B) pour les coûts de personnel :

A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2001, par place d'habitation protégée, respectivement 6.168,93 EUR (index 1<sup>er</sup> octobre 2001) pour 2/3 du nombre de places et 8.225,26 EUR (index 1<sup>er</sup> octobre 2001) pour 1/3 du nombre de places; ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2001.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Santé publique,  
J. TAVERNIER

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2001;

Gelet op het advies 34.329/3 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, B), van het koninklijk besluit van 18 juli 2001 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald, wordt vervangen als volgt :

« B) voor de personeelskosten :

Vanaf 1 oktober 2001 per plaats van beschut wonen respectievelijk 6.168,93 EUR (index 1 oktober 2001) voor 2/3 van het aantal plaatsen en 8.225,26 EUR (index 1 oktober 2001) voor 1/3 van het aantal plaatsen; ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2001.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Volksgezondheid,  
J. TAVERNIER

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2003 — 1290

[2003/22117]

**11 DECEMBRE 2002. — Protocole conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution concernant l'organisation et le financement d'une enquête de santé**

Vu les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, ci-après dénommée Communautés et Régions, sur le plan de la politique de santé;

Considérant que le présent protocole d'accord est le résultat d'une concertation entre l'Etat fédéral et les Communautés et Régions;

Considérant que le présent accord vise à prendre l'engagement d'organiser, en exécution de la décision prise lors de la conférence interministérielle de la Santé publique, une enquête périodique relative à l'état de santé de la population, réalisée au moyen d'interviews;

Considérant que l'Organisation mondiale de la Santé propose que les Etats membres effectuent ce type d'enquêtes afin de formuler des recommandations sur la base de données comparables sur le plan international;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU**

N. 2003 — 1290

[2003/22117]

**11 DECEMBER 2002. — Protocol tussen de Federale Regering en de in artikel 128, 130 en 135 van de Grondwet bedoelde overheden inzake de organisatie en financiering van een gezondheids-enquete**

Gelet op de respectievelijke bevoegdheden waarover de Federale Staat en de in artikel 128, 130 en 135 van de Grondwet bedoelde overheden, hierna de Gemeenschappen en Gewesten genoemd, op het vlak van het gezondheidsbeleid beschikken;

Overwegende dat dit protocolakkoord tot stand kwam na gezamenlijk overleg tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten;

Overwegende dat voorliggend akkoord ertoe strekt de verbintenissen aan te gaan om, in uitvoering van de beslissing genomen op de interministeriële conferentie voor de Volksgezondheid, een periodieke bevraging van de gezondheidstoestand van de bevolking te organiseren door middel van interviews;

Overwegende dat de Wereld Gezondheidsorganisatie voorstelt dat de lid-Staten dergelijke onderzoeken realiseren om op basis van internationaal vergelijkbare gegevens, aanbevelingen te formuleren;

Considérant que l'Union européenne recommande vivement aux Etats membres d'organiser une enquête de santé tous les deux ans,

## 1. Protocol général

### 1.1. Objectifs

1.1.1. L'Etat fédéral, les Communautés et les Régions (ci-après dénommés « commanditaires ») conviennent que pour connaître les besoins en matière de soins de santé et mener une politique préventive et curative cohérente dans ce domaine, il est nécessaire d'évaluer l'état de santé de la population notamment par le biais d'une enquête de santé périodique réalisée au moyen d'interviews (ci-après dénommée « enquête de santé »).

1.1.2. Une enquête de santé permet de recueillir des données relatives, entre autres, à l'état de santé, aux modes de vie, aux besoins et demandes en matière de soins, aux conditions de vie économiques et sociales, au cadre de vie ainsi qu'à l'utilisation de services préventifs et curatifs. Une liste des thèmes, qui seront abordés dans le cadre de l'enquête, est reprise en annexe.

1.1.3. Les commanditaires sont convaincus de l'intérêt d'organiser une enquête de santé de manière uniforme pour l'ensemble du pays tout en assurant également la possibilité de récolter des informations de santé spécifique au profit de chacun des commanditaires qui le souhaite.

1.1.4. Une enquête de santé comprend trois phases : une phase de préparation, la collecte des données sur le terrain et une phase d'analyses avec remise d'un rapport aux autorités qui ont commandité l'enquête. Une année civile est nécessaire à l'exécution correcte de chacune des phases.

1.1.5. Le travail de terrain comprend l'interview d'un échantillon représentatif de la population, stratifié par commanditaire; à cet égard, l'exploitation des résultats sur le plan de la politique à mener et leur comparaison avec les données internationales constituent des objectifs prioritaires.

1.1.6. Une enquête de santé est organisée avec une périodicité de quatre ans.

1.1.7. Il n'est pas exclu d'effectuer, à la demande d'un ou de plusieurs commanditaires, une surreprésentation d'une population dans la composition de l'échantillon afin d'augmenter la précision des renseignements récoltés pour cette population.

1.1.8. L'enquête de santé s'inscrit dans le cadre des sondages de population. La composition de l'échantillon, la récolte des données, l'analyse et la formulation des résultats de l'enquête s'effectueront en accord avec les dispositions de la loi sur la protection de la vie privée.

1.1.9. Il n'est pas exclu de réaliser une surreprésentation également pour d'autres autorités, comme les provinces, dans l'échantillon. Tous les coûts supplémentaires qu'entraînerait cette surreprésentation ainsi qu'une part proportionnelle des coûts de bases devront être financés par ces entités.

1.1.10. Une clé de répartition budgétaire doit être fixée en fonction d'une pondération relative aux différents modules de l'enquête, d'une répartition de ceux-ci selon les compétences et les desiderata des commanditaires respectifs, du nombre d'interviews et de la taille de la population concernée.

## 1.2. Organisation

1.2.1. Les commanditaires confient l'exécution de l'enquête de santé à la section d'Epidémiologie de l'Institut scientifique de Santé publique, ci-après dénommé ISP.

1.2.2. Une « Commission des Commanditaires » assurera le suivi, l'accompagnement et l'évaluation des travaux de l'Enquête de Santé : fixer le contenu de l'enquête et de l'analyse, élaborer le protocole d'accord interministériel et les modalités de paiement de l'enquête, suivre la réalisation de l'enquête et contrôler le rapport financier annuel, gérer les problèmes en matière de couplage des données de l'Enquête de Santé avec d'autres bases de données existantes. Les commanditaires désignent chacun une personne chargée de prendre part aux travaux de cette commission. Un représentant néerlandophone et un représentant francophone de l'ISP participent aux travaux, de même qu'un représentant des administrations aux cabinets des commanditaires (voir article 2 du règlement d'ordre intérieur).

Overwegende dat de Europese Unie sterk aanbeveelt dat de lidstaten om de twee jaar een gezondheidsenquête zouden organiseren,

## 1. Algemeen protocol

### 1.1. Doelstelling

1.1.1. De Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten (voortaan « opdrachtgevers » genoemd) zijn het er over eens dat, om de behoeften aan gezondheidszorg te kennen en om een coherent preventief en curatief gezondheidsbeleid te voeren, het noodzakelijk is de gezondheidstoestand van de bevolking onder meer te onderzoeken via een periodieke gezondheidsenquête door middel van interview (voortaan « gezondheidsenquête » genoemd).

1.1.2. In een gezondheidsenquête wordt informatie verzameld over o.a. de gezondheidstoestand, de leeftijd, de zorgbehoeften en zorgvragen, de sociale en economische levensomstandigheden en de consumptie van preventieve en curatieve diensten. Een overzicht van de kernbevraging is als bijlage opgenomen.

1.1.3. De opdrachtgevers zijn overtuigd van het belang een gezondheidsenquête op eenvormige wijze te organiseren voor het ganse land terwijl ook de ruimte moet gegarandeerd worden opdat ten behoeve van elk der opdrachtgevers specifiek door haar gevraagde gezondheidsinformatie verzameld kan worden.

1.1.4. Een gezondheidsenquête omvat drie fases : een voorbereidingsfase, het uitvoeren van het veldwerk en een analysefase met het voorleggen van een rapport aan de overheden die de enquête aangevraagd hebben. Voor het correct realiseren van elk van deze fases is één kalenderjaar vereist.

1.1.5. Het veldwerk omvat het interviewen van een representatieve en per opdrachtgever gestratificeerde steekproef van de bevolking; hierbij staan beleidsrelevantie en internationale vergelijkbaarheid voorop.

1.1.6. Een gezondheidsenquête wordt georganiseerd met een periodiciteit van vier jaar.

1.1.7. De mogelijkheid wordt weerhouden om, in opdracht van een of meerdere opdrachtgevers, een oververtegenwoordiging van een populatie in de steekproef te realiseren om de precisie van de gegevensverzameling voor deze populatie te verhogen.

1.1.8. De gezondheidsenquête kadert binnen het bevolkingsonderzoek. De samenstelling van de steekproef, het verzamelen van gegevens, de analyse en rapportage van de onderzoeksresultaten verlopen in overeenstemming met de bepalingen van de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

1.1.9. De mogelijkheid wordt weerhouden om ook voor andere overheden, zoals de provincies, een oververtegenwoordiging in de steekproef te realiseren. Alle supplementaire kosten die met deze oververtegenwoordiging gepaard gaan, evenals een evenredig deel van de basiskost dienen door deze overheden te worden gefinancierd.

1.1.10. Op basis van een relatieve weging van de verschillende modules van de enquête en een verdeling daarvan op basis van de bevoegdheden, de wensen van de respectieve opdrachtgevers, de grootte van de populatie en het aantal ondervraagden dient een budgettaire verdeelsleutel te worden vastgelegd.

## 1.2. Organisatie

1.2.1. De opdrachtgevers vertrouwen de uitvoering van de gezondheidsenquête toe aan de afdeling Epidemiologie van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid, verder WIV genoemd.

1.2.2. Een « Commissie van Opdrachtgevers » verzekert de opvolging, de begeleiding en de evaluatie van de werking van de Gezondheidsenquête : vaststellen van de inhoud van de bevraging en van de analyse, uitwerken van het interministerieel akkoord en de betalingsmodaliteiten voor de enquête, opvolging van de realisatie van de enquête, controleren van het jaarlijks financieel rapport en het behandelen van problemen met betrekking tot de koppeling van de gegevens van de Gezondheidsenquête met andere bestaande gegevensbanken. De opdrachtgevers vaardigen elk één persoon af die deelneemt aan de werkzaamheden ervan. Een Nederlandstalige en een Franstalige vertegenwoordiger van het WIV nemen deel aan de werkzaamheden, evenals een vertegenwoordiger van de administraties van de opdrachtgevers (zie artikel 2 van het reglement van inwendige orde).

1.2.3. La Commission des Commanditaires crée un Conseil consultatif scientifique chargé de l'accompagnement scientifique de l'enquête, c'est-à-dire de réfléchir à propos de l'approche choisie, de la sélection de l'échantillon, des questionnaires utilisés, des indicateurs à calculer, des analyses statistiques et des rapports. Le Conseil fait rapport à la Commission des Commanditaires. Le Conseil se compose, entre autres, de représentants des universités et d'autres instances associées à l'enquête ainsi que d'une délégation des commanditaires concernés.

1.2.4. La Commission élabore un règlement régissant entre autres les aspects suivants : l'accessibilité des données pour les utilisateurs extérieurs, le traitement des données, les modalités de paiement des participations aux frais; ce règlement fixe, en outre, toutes les dispositions pratiques requises.

1.2.5. L'ISP est chargé de convoquer la Commission des Commanditaires et le Conseil scientifique consultatif. Il assure, en outre, leur secrétariat.

1.2.6. La Commission des Commanditaires, le Conseil scientifique consultatif et l'ISP trouvent des moyens pour stimuler l'utilisation des données dans le domaine de la Santé publique. Ils diffuseront, par conséquent, les résultats de manière large et veilleront à ce que leur accessibilité soit la meilleure possible. La Commission des Commanditaires est avertie officiellement dès la conclusion d'un contrat complémentaire conclu, par exemple, avec les provinces.

### 1.3. Rapports

1.3.1. Un rapport complet présentant les résultats de l'enquête et les tableaux de base remis à chacun des commanditaires, au plus tard à la fin de la troisième année d'un cycle. Ce rapport comprend un aperçu de la méthodologie utilisée, une description de l'échantillon, une première analyse des résultats, des conclusions ou recommandations opérationnelles pour les politiques de santé publique et l'ensemble des tableaux de base. Les autres autorités mentionnées au point 1.1.9. recevront les tableaux de base.

1.3.2. La manière dont les résultats de l'enquête doivent être rapportés et déterminée par la Commission des Commanditaires.

### 1.4. Utilisation de la base de données

1.4.1. La base de données sur support informatique, rassemblant toutes les variables et indicateurs avec un manuel d'utilisation du fichier, est mise à la disposition de chacun des commanditaires et des administrations correspondantes à la fin d'un cycle.

1.4.2. Cette base de données est par ailleurs mise à la disposition d'utilisateurs externes. Par utilisateurs externes, on entend : les autres administrations au niveau fédéral, communautaire et régional que celles mentionnées au point 1.4.1; les équipes de recherches universitaires ou liées à une université; les autres instituts de recherches non liés à une université; les institutions internationales.

1.4.3. Les modalités d'utilisation de la base de données figureront dans un protocole à signer par chaque utilisateur externe. Dans ce protocole, les conditions d'utilisation et l'indemnisation financière seront précisées. Le contenu de ce protocole est déterminé par la Commission des Commanditaires.

1.4.4. L'ISP peut exécuter des analyses et rapports supplémentaires à partir des données de l'enquête au profit de personnes ou d'institutions extérieures. Les modalités d'application et l'indemnisation figureront dans un accord à signer par le demandeur, l'ISP et les commanditaires.

### 1.5. Evaluation

1.5.1. A la fin d'un cycle, un aperçu détaillé de toutes les dépenses effectuées dans le cadre de celui-ci est remis à chacun des commanditaires.

1.5.2. A la fin d'un cycle, l'enquête de santé est évaluée. Les modalités de cette évaluation sont déterminées par la Commission des Commanditaires.

## 2. Protocole spécifique

2.1. Cette partie du protocole concerne spécifiquement l'organisation d'une Enquête de Santé en 2004. Celle-ci est planifiée pour une période de trois ans qui débute le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Les travaux préparatoires seront effectués durant l'année civile 2003, le travail de terrain durant l'année 2004, les données seront analysées et les résultats formulés durant l'année 2005. Selon son année d'exécution, ce cycle sera dorénavant dénommé « Enquête de Santé 2004 ».

1.2.3. De Commissie van Opdrachtgevers stelt een Wetenschappelijke Adviesraad samen met als opdracht de enquête wetenschappelijk te begeleiden, d.i. te reflecteren over de gehanteerde aanpak, de steekproeftrekking, de gebruikte vragenlijsten, de te berekenen indicatoren, de statistische analyse en de rapportage. De Adviesraad brengt verslag uit aan de Commissie van Opdrachtgevers en bestaat o.a. uit vertegenwoordigers van de universiteiten en uit andere, voor de enquête relevante, instellingen aangevuld met een afvaardiging van de betrokken opdrachtgevers.

1.2.4. De Commissie stelt een reglement op waarin o.a. het volgende wordt geregeld : de toegankelijkheid van de gegevens voor de externe gebruikers, de verwerking van de gegevens, de wijze van betaling van de bijdragen; in dit reglement worden verder alle praktische schikkingen, schriftelijk vastgelegd.

1.2.5. Het WIV wordt belast met het bijeenroepen van de Commissie van Opdrachtgevers en de Wetenschappelijke Adviesraad. Zij neemt tevens het secretariaat ervan waar.

1.2.6. De Commissie van Opdrachtgevers, de Wetenschappelijke Adviesraad en de afdeling Epidemiologie stimuleren het gebruik van de gegevens op het domein van Volksgezondheid en zullen de enquêteresultaten derhalve zo ruim en zo toegankelijk mogelijk verspreiden. De Commissie van Opdrachtgevers wordt officieel op de hoogte gesteld van zodra een complementair contract, bijvoorbeeld met de provincies, wordt afgesloten.

### 1.3. Rapportage

1.3.1. Een volledig rapport met de onderzoeksresultaten en de basistabellen wordt ten laatste op het einde van het derde jaar van een cyclus overhandigd aan elk der opdrachtgevers. Dit rapport omvat minstens een overzicht van de gebruikte methodologie, een karakterisering van de steekproef, een eerste analyse van de resultaten, operationele besluiten of aanbevelingen met betrekking tot het gezondheidszorgbeleid en het geheel van basistabellen. De andere overheden bedoeld in 1.1.9. zullen de basistabellen krijgen.

1.3.2. De wijze waarop de onderzoeksresultaten gerapporteerd dienen te worden, wordt bepaald door de Commissie van Opdrachtgevers.

### 1.4. Gebruik van het gegevensbestand

1.4.1. Het gegevensbestand, omvattende alle variabelen en de indicatoren samen met een handleiding voor het gebruik van het gegevensbestand wordt bij het beëindigen van een cyclus ter beschikking gesteld van elk der opdrachtgevers met inbegrip van hun administraties.

1.4.2. Dit gegevensbestand wordt tevens ter beschikking gesteld van externe gebruikers. Onder externe gebruikers wordt verstaan : andere dan onder 1.4.1. bedoelde administraties op federaal, communautair en regionaal niveau; universitaire onderzoeksequipes of onderzoeksequipes verbonden aan een universiteit; andere onderzoeksinstituten niet verbonden aan een universiteit; internationale organisaties.

1.4.3. De modaliteiten voor het gebruik van het gegevensbestand worden vervat in een protocol te ondertekenen door iedere externe gebruiker. In dit protocol worden o.a. gebruiksvoorwaarden en de financiële vergoedingen opgesomd. De inhoud van dit protocol wordt bepaald door de Commissie van Opdrachtgevers;

1.4.4. Het WIV kan ten behoeve van externen supplementaire analyses en rapportages verrichten van de onderzoeksgegevens. De modaliteiten waaronder dit dient te gebeuren en de vergoeding ervoor worden vervat in een akkoord te ondertekenen door de aanvragers, het WIV en de opdrachtgevers.

### 1.5. Evaluatie

1.5.1. Bij het beëindigen van een cyclus wordt een gedetailleerd overzicht van alle uitgaven verricht in het kader ervan overhandigd aan elk der opdrachtgevers.

1.5.2. Bij het beëindigen van een cyclus wordt de gezondheidsenquête geëvalueerd. De modaliteiten van deze evaluatie worden door de Commissie van Opdrachtgevers bepaald.

## 2. Specifiek protocol

2.1. Dit onderdeel van het protocol betreft specifiek de organisatie van een Gezondheidsenquête 2004. Het wordt afgesloten voor een periode van drie jaar, die ingaat op 1 januari 2003. In het kalenderjaar 2003 worden de voorbereidende werkzaamheden verricht, in het kalenderjaar 2004 het veldwerk, in het kalenderjaar 2005 worden de gegevens geanalyseerd en gerapporteerd. In het licht van het jaar van uitvoering wordt deze cyclus verder de « Gezondheidsenquête 2004 » genoemd.

2.2. Lors de l'Enquête de Santé 2004, on interrogera effectivement 10 000 individus : 3 500 en Région flamande, 3 000 en Région bruxelloise et 3 500 en Région wallonne. La Communauté germanophone bénéficie d'une surreprésentation au sein de l'échantillon (300 interviews) afin d'augmenter la fiabilité de la collecte des données relatives à cette population plus restreinte.

2.3. Sur la base d'une pondération relative des différents modules de l'enquête et d'une répartition de ceux-ci en fonction des compétences et des desiderata respectifs des commanditaires, du nombre d'interviews et de la taille de la population concernée, la Commission des Commanditaires a fixé, pour l'Enquête de Santé 2004, la clé de répartition (en pourcentage arrondis) suivante :

— Etat fédéral .....	51,6 %
— Communauté flamande .....	23,4 %
— Communauté française .....	11,8 %
— Région wallonne .....	7,5 %
— Commission communautaire commune .....	5,7 %

2.4. Au cours de la quatrième année qui suit la période de trois mentionnée au point 2.1., l'ISP ne reçoit pas de financement; à charge pour l'ISP de trouver soit des financements complémentaires, soit de faire tourner le personnel dans d'autres programmes de recherche. Les commanditaires qui le souhaitent pourront toutefois, s'ils le désirent, attribuer un financement complémentaire à l'ISP (pour réaliser par exemple, des analyses spécifiques ou exécuter une enquête complémentaire).

2.5. Les frais afférents à l'enquête s'élèvent à 1.197.702 euros (48 315 284 FB), à raison de 288.521 euros (11 638 951 FB) pour la première année de 631.103 euros (25 458 693 FB) pour la deuxième année et de 278.077 euros (11 217 640 FB) pour la troisième année, à répartir suivant la clé précitée. Le budget détaillé est fourni en annexe.

Cela signifie, en euros, par autorité, pour la première année :

— Etat fédéral .....	148.877
— Communauté flamande .....	67.514
— Communauté française .....	34.046
— Région wallonne .....	21.639
— Commission communautaire commune .....	16.446

pour la deuxième année :

— Etat fédéral .....	325.649
— Communauté flamande .....	147.678
— Communauté française .....	74.470
— Région wallonne .....	47.333
— Commission communautaire commune .....	35.973

et pour la troisième année :

— Etat fédéral .....	143.488
— Communauté flamande .....	65.070
— Communauté française .....	32.813
— Région wallonne .....	20.856
— Commission communautaire commune .....	15.850

2.6. Les commanditaires conviennent que toutes les autorités concernées doivent fournir leur contribution financière afin de réaliser cette enquête; si un des intéressés ne respectait pas ses obligations, cet accord serait revu.

2.7. Dans le cadre du financement de l'enquête des contrats bilatéraux seront conclus entre la Personnalité juridique de l'Institut scientifique de Santé publique et chacun des commanditaires.

2.2. In de Gezondheidsenquête 2004 wordt ernaar gestreefd in totaal 10 000 individuen effectief te bevragen : 3 500 in de Vlaamse Regio, 3 500 in de Waalse Regio en 3 000 in de Brusselse Regio. Voor de Duitstalige Gemeenschap wordt een oververtegenwoordiging in de steekproef gerealiseerd (300 interviews) om de betrouwbaarheid van de gegevensverzameling voor deze meer beperkte subpopulatie te verhogen.

2.3. Op basis van een relatieve weging van de verschillende modules van de enquête en een verdeling daarvan op basis van de behoeften, de wensen van de respectieve opdrachtgevers, de grootte van de populatie en het aantal ondervraagden, wordt voor de Gezondheidsenquête 2004, de volgende verdeelsleutel (in afgeronde procenten) vastgelegd :

— Federale Staat .....	51,6 %
— Vlaamse Gemeenschap .....	23,4 %
— Franse Gemeenschap .....	11,8 %
— Waals Gewest .....	7,5 %
— Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie .....	5,7 %

2.4. In de loop van het vierde jaar dat volgt op de periode van drie jaar zoals bedoeld in 2.1., ontvangt het WIV geen financiering. Het WIV kan in dat jaar supplementaire financiering zoeken of het personeel op andere programma's inzetten. De opdrachtgevers die dit wensen kunnen een supplementaire financiering ter beschikking stellen van het WIV (bijvoorbeeld voor het uitvoeren van een specifieke analyse, of voor het uitvoeren van een bijkomende enquête).

2.5. De kosten voor de enquête bedragen 1.197.702 euro (48 315 284 BEF) waarvan 288.521 euro (11 638 951 BEF) voor het eerste jaar, 631.103 euro (25 458 693 BEF) voor het tweede jaar en 278.077 euro (11 217 640 BEF) voor het derde jaar, te verdelen volgens de hoger vermelde sleutel. Een gedetailleerd overzicht van het budget is in bijlage opgenomen.

Dit betekent, in Euro en per overheid, voor het eerste jaar :

— Federale Staat .....	148.877
— Vlaamse Gemeenschap .....	67.514
— Franse Gemeenschap .....	34.046
— Waals Gewest .....	21.639
— Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie .....	16.446

voor het tweede jaar :

— Federale Staat .....	325.649
— Vlaamse Gemeenschap .....	147.678
— Franse Gemeenschap .....	74.470
— Waals Gewest .....	47.333
— Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie .....	35.973

en voor het derde jaar :

— Federale Staat .....	143.488
— Vlaamse Gemeenschap .....	65.070
— Franse Gemeenschap .....	32.813
— Waals Gewest .....	20.856
— Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie .....	15.850

2.6. De opdrachtgevers zijn het erover eens dat alle overheden hun financiële bijdrage moeten leveren om deze enquête te realiseren; indien een van de betrokkenen zijn verplichtingen niet zou nakomen, wordt dit akkoord herzien.

2.7. In het kader van de financiering van de enquête worden bilaterale contracten gesloten tussen de Rechtspersoonlijkheid van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid en elk van de opdrachtgevers.



2.8. Les commanditaires s'accordent sur les modalités de paiement suivantes : les montants dus sont versés sur le compte numéro 001-1660480-13 de la Personnalité juridique de l'Institut scientifique de Santé publique, et ce conformément au calendrier suivant :

1<sup>re</sup> année :

- Après signature du contrat mentionné en 2.7., 30 % du montant dû la première année, sur présentation d'une facture;
- Après le premier trimestre, 30 % du montant dû la première année, sur présentation d'une facture;
- Après le second trimestre, 30 % du montant dû la première année, sur présentation d'une facture;
- Après le troisième trimestre, les 10 % restant du montant dû la première année, sur présentation d'une facture, d'une présentation détaillée de toutes les dépenses et d'un rapport de l'état d'avancement des travaux;

2<sup>e</sup> année :

- Au début de la seconde année, 30 % du montant dû la seconde année, sur présentation d'une facture;
- Après le premier trimestre de la seconde année, 30 % du montant dû la seconde année, sur présentation d'une facture;
- Après le deuxième trimestre de la seconde année, 30 % du montant dû la seconde année, sur présentation d'une facture;
- Après le troisième trimestre de la seconde année, les 10 % restant du montant dû la seconde année, sur présentation détaillée de toutes les dépenses et d'un rapport de l'état d'avancement des travaux;

3<sup>e</sup> année :

- Au début de la troisième année, 30 % du montant dû la troisième année, sur présentation d'une facture;
  - Après le premier trimestre de la troisième année, 30 % du montant dû la troisième année, sur présentation d'une facture;
  - Après le second trimestre de la troisième année, 30 % du montant dû la troisième année, sur présentation d'une facture;
- Après la présentation du rapport final, les 10 % restant du montant dû la troisième année, sur présentation d'une facture et présentation détaillée de toutes les dépenses.

2.9. Il n'est pas exclu que des provinces puissent demander une sur-représentation au sein de l'échantillon (jusqu'à un total de maximum 3 000 individus). Les coûts pour une surreprésentation de 3 000 individus effectivement interrogés sont fixés à 307.784 euros (12,4 millions de FB). La contribution provinciale éventuelle entraîne une réduction de 181.514 euros (7,3 millions de FB) des coûts pour les commanditaires, à diviser selon la clé de répartition susmentionnée. Cette réduction est prise en compte lors des deuxième et troisième années du cycle.

2.10. La base de données informatisée est mise gratuitement à la disposition des commanditaires mentionnés au point 1.4.1. ainsi que de leurs administrations, des provinces mentionnées en 2.9. et des administrations au niveau international. Pour les équipes de recherche universitaires ou les équipes de recherches liées à une université la base de données informatisée sera mise à leur disposition moyennant une participation aux frais de 1.600 euros (un seul paiement par université). Pour les autres instituts de recherche non associés à une université, l'indemnisation est fixée à minimum 5.500 euros. Dans ce dernier cas, la Commission des Commanditaires détermine le montant exact de l'indemnisation.

2.11. Les indemnités, versées à l'ISP pour l'exécution d'analyses supplémentaires à la demande d'externes sont fixées comme suit : gratuit pour les commanditaires et leurs administrations, les provinces mentionnées en 2.9. et les administrations au niveau international (uniquement pour la réalisation de tableaux de base avec les indications existants; pour des analyses et rapports plus approfondis un budget supplémentaire devra être prévu en concertation réciproque). Pour les équipes de recherches universitaires ou les équipes de recherches liées à une université, les analyses seront réalisées sur base d'une participation aux frais de 270 euros + 130 euros par jour de travail; pour les autres instituts de recherches non associés à une université la participation sera de 540 euros + 260 euros par jour de travail.

2.8. De opdrachtgevers zijn het eens over de volgende betalingsmodaliteiten : De verschuldigde bedragen worden gestort op het rekeningnummer 001-1660480-13 van de Rechtspersoonlijkheid van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid en dit overeenkomstig de volgende timing :

1<sup>o</sup> jaar :

- Na ondertekening van het contract bedoeld in 2.7., 30 % van het verschuldigde bedrag eerste jaar, na voorlegging van factuur;
- Na het eerste trimester, 30 % van het verschuldigde bedrag eerste jaar, na voorlegging van factuur;
- Na het tweede trimester, 30 % van het verschuldigde bedrag eerste jaar, na voorlegging van factuur;
- Na het derde trimester, de resterende 10 % van het verschuldigde bedrag eerste jaar, na voorlegging van factuur een gedetailleerd overzicht van alle uitgaven en een voortgangsrapport;

2<sup>o</sup> jaar :

- Bij de aanvang van het tweede jaar, 30 % van het verschuldigde bedrag, tweede jaar, na voorlegging van factuur;
- Na het eerste trimester, van het tweede jaar, 30 % van het verschuldigde bedrag tweede jaar, na voorlegging van factuur;
- Na het tweede trimester van het tweede jaar, 30 % van het verschuldigde bedrag tweede jaar, na voorlegging van factuur;
- Na het derde trimester van het tweede jaar, de resterende 10 % van het verschuldigde bedrag tweede jaar, na voorlegging van factuur een gedetailleerd overzicht van alle uitgaven en een voortgangsrapport;

3<sup>o</sup> jaar :

- Bij de aanvang van het derde jaar, 30 % van het verschuldigde bedrag, derde jaar, na voorlegging van factuur;
  - Na het eerste trimester van het derde jaar, 30 % van het verschuldigde bedrag derde jaar, na voorlegging van factuur;
  - Na het tweede trimester van het derde jaar, 30 % van het verschuldigde bedrag derde jaar, na voorlegging van factuur;
- Na voorlegging van het eind rapport, de resterende 10 % van het verschuldigde bedrag derde jaar, na voorlegging factuur en een gedetailleerd overzicht van alle uitgaven.

2.9. De mogelijkheid wordt weerhouden opdat provincies een oververtegenwoordiging in de steekproef zouden vragen (tot een globaal maximum van 3 000 individuen). De kost voor een oververtegenwoordiging van 3 000 effectief bevroegde individuen wordt vastgesteld op 307.784 euro (12,4 miljoen BEF). De provinciale bijdrage resulteert desgevallend in een vermindering van de kosten voor de opdrachtgevers met 181.514 (7,3 miljoen BEF), op te splitsen volgens voor vermelde verdeelsleutel. Deze vermindering wordt in rekening gebracht in het tweede en derde jaar van de cyclus.

2.10. Het geïnformateerde gegevensbestand wordt gratis ter beschikking gesteld van de opdrachtgevers bedoeld in punt 1.4.1. en hun administraties, alsook van de provincies bedoeld in 2.9. en de administraties op internationaal niveau. Voor universitaire onderzoeksequipes of onderzoeksequipes verbonden aan een universiteit wordt het gegevensbestand ter beschikking gesteld tegen een eenmalige vergoeding van 1.600 euro per universiteit. Voor andere onderzoeksinstituten niet verbonden aan een universiteit wordt een vergoeding van minimaal 5.500 euro vooropgesteld. In dit laatste geval bepaalt de Commissie van Opdrachtgevers het juiste bedrag van de vergoeding.

2.11. De vergoeding voor het WIV voor het ten behoeve van externen verrichten van supplementaire analyses wordt als volgt bepaald : gratis voor de opdrachtgevers en hun administraties, alsook voor de provincies bedoeld in 2.9. en de administraties op internationaal niveau (enkel met betrekking tot de opmaak van basistabellen op basis van bestaande indicatoren; voor diepgaande analyses en rapportering dienen in onderling overleg supplementaire budgetten voorzien te worden). Voor universitaire onderzoeksequipes of onderzoeksequipes verbonden aan een universiteit bedraagt de vergoeding 270 Euro + 130 Euro per werkdag; voor andere onderzoeksinstituten niet verbonden aan een universiteit bedraagt de vergoeding 540 Euro + 260 Euro per werkdag.

2.12. Les moyens financiers obtenus via la mise à disposition de la base de donnée et l'exécution d'analyses supplémentaires sont intégralement réinvestis dans l'enquête de santé. La Commission des Commanditaires détermine de quelle manière ces moyens seront utilisés.

Lu et approuvé, à Bruxelles, le 11 décembre 2002.

2.12. De financiële middelen verkregen via het ter beschikking stellen van het gegevensbestand en het verrichten van supplementaire analyses worden integraal ter beschikking gesteld van de Gezondheidsenquête. De Commissie van Opdrachtgevers bepaalt op welke wijze deze middelen besteed zullen worden.

Gelezen en goedgekeurd te Brussel, 11 december 2002.

Voor de Federale Regering :

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Pour le Gouvernement fédéral :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

F. VANDENBROUCKE

Voor de Vlaamse regering :

De Minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen,

M. VOGELS

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

T. DETIENNE

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre de la Jeunesse et de la Famille, des Monuments et des Sites, de la Santé et des Affaires sociales,

H. NIESSEN

Voor het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest :

Het lid van het Verenigd College, bevoegd voor Gezondheidsbeleid,

J. CHABERT

Pour le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de la Santé,

D. GOSUIN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 1291

[2003/22137]

**16 JANVIER 2003.** — Arrêté royal fixant le montant des indemnités et jetons de présence attribués aux présidents et membres des organes de gestion des organismes d'intérêt public relevant du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement et conjointement du Ministère de l'Intérieur en ce qui concerne l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales en vue du basculement à l'euro

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 4<sup>ter</sup>, y inséré par la loi du 30 mars 1994 et modifié par la loi du 21 décembre 1994, et l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1992 fixant le montant des indemnités et jetons de présence attribués aux présidents et membres des organes de gestion des organismes d'intérêt public relevant du Ministère de la Prévoyance sociale et conjointement au Ministère de l'Intérieur en ce qui concerne l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, modifié par l'arrêté royal du 5 octobre 1993;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 août 2000 et 13 mai 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 31 mai 2002;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 1291

[2003/22137]

**16 JANUARI 2003.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de vergoedingen en het presentiegeld toegekend aan de voorzitters en leden van de beheersorganen van de instellingen van openbaar nut die onder het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu ressorteren en tegelijk onder het Ministerie van Binnenlandse Zaken wat betreft de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten met het oog op de omschakeling naar de euro

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 4<sup>ter</sup> ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, en op artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1992 houdende vaststelling van de vergoedingen en het presentiegeld toegekend aan de voorzitters en leden van de beheersorganen van de instellingen van openbaar nut die onder het Ministerie van Sociale Voorzorg ressorteren en tegelijk onder het Ministerie van Binnenlandse Zaken wat betreft de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1993;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 augustus 2000 en 13 mei 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 2002;